

20 septembre 2007

Présentation du *RAMSES 2008*

Co-directeurs : *Thierry de Montbrial, directeur général de l'Ifri,*
Philippe Moreau-Defarges, chercheur

Dorothee Schmid, Clément Therme, Alain Antil, Marielle Debos



L'Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d'information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Ifri est une association reconnue d'utilité publique (loi de 1901). Il n'est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

En 2005, l'Ifri a ouvert une branche européenne à Bruxelles. Eur-Ifri est un *think tank* dont les objectifs sont d'enrichir le débat européen par une approche interdisciplinaire, de contribuer au développement d'idées nouvelles et d'alimenter la prise de décision communautaire.

Les opinions exprimées ici n'engagent que la responsabilité des auteurs.

ISBN : 978-2-86592-215-4

© Tous droits réservés, Ifri, 2007 - www.ifri.org

Ifri

27 rue de la Procession
75740 Paris Cedex 15 - France
Tél. : 33 (0)1 40 61 60 00-
Fax: 33 (0)1 40 61 60 60
Courriel : ifri@ifri.org

Eur-Ifri

22-28 Avenue d'Auderghem
1040 - Bruxelles, Belgique
Tél. : 00 + (32) 2 238 51 10
Fax. : 00 + (32) 2 238 51 15
Courriel : info.eurifri@ifri.org

Site Internet : www.ifri.org

PRÉSENTATION DU RAMSES 2008

Arrêt sur image de l'état du monde

Thierry de Montbrial s'est livré à un « arrêt sur image » de l'état du monde. Après avoir précisé son approche qui refuse toute considération idéologique (« Il faut être idéaliste dans le long terme et réaliste dans le court terme »), il a rappelé les caractéristiques du système international d'aujourd'hui :

- encore monopolaire, celui-ci glisse lentement vers la multipolarité
- son l'hétérogénéité – au sens aronien du terme – constitue l'un de ses fondements.

Comment définir les principaux pôles de ce monde ?

- Les États-Unis resteront, assurément, et pour longtemps encore, la première puissance.
- La Chine vient en second – bien que l'hypothèse d'une crise majeure aux répercussions mondiales ne puisse être totalement écartée. Déployant sa puissance tous azimuts (domaine spatial, Afrique...), elle mène une « grande politique » aux ambitions mondiales. Jusqu'à présent, tel n'est pas le cas de l'Inde, qui semble surtout avoir vocation à être une très grande puissance régionale.
- La Russie, malgré ses immenses problèmes (démographie, etc.), connaît un essor économique remarquable et jouera un rôle majeur dans les années à venir. Elle défendra vigoureusement ce qu'elle considère être ses intérêts.
- Enfin l'Union européenne agira comme *soft power* (au sens de J. Nye), et sa puissance se traduira en termes d'influence, même si celle-ci reste limitée par ses propres modes de décision.

Thierry de Montbrial commente ensuite deux sujets particulièrement épineux : le Kosovo et l'Iran.

L'impasse que connaît actuellement le Kosovo est due, selon lui, à deux erreurs majeures :

- l'approche idéologique de la question (la promesse d'indépendance faite aux Kosovars dans des frontières qui en fait n'existent pas) ;
- et l'illusion d'une évolution de la position de la Russie. On peut en fait craindre une évolution vers une situation « à la chypriote » qui ferait suite à une déclaration d'indépendance unilatérale de Pristina, divisant l'Europe et l'Occident, et entraînant un exode des Serbes.

Sur la crise iranienne, Thierry de Montbrial propose deux pistes de réflexion :

- l'opacité et la complexité du système politique iranien sont telles que l'on peut s'interroger sur la capacité du régime à prendre des décisions pertinentes ;
- aucune solution à la crise ne sera possible si l'on se limite au dossier nucléaire. Dans les mois qui viennent, il faudra engager un *Grand Bargain* où la question nucléaire trouvera sa place parmi d'autres. Et dégager un concept stratégique d'ensemble pour sortir de la crise.

Table ronde des jeunes chercheurs

Philippe Moreau Defarges, dans la seconde moitié de cette matinée, a présidé une table ronde de quatre jeunes chercheurs qui ont apporté leur éclairage de la situation mondiale par l'exposé de leur contribution à *RAMSES 2008*.

Dorothee Schmid aborde la situation en Turquie : la crise de 2007, finalement circonscrite, a été relativement bien gérée par le gouvernement AKP. De nouveaux éléments sont cependant apparus :

- une mobilisation visible de la société civile,
- une utilisation légale du cadre des structures de répartition des pouvoirs pour élaborer un consensus.

D'abord inquiets, les Européens ont finalement exprimé leur satisfaction à l'égard du bon déroulement des élections législatives et de l'élection d'Abdullah Gül. Ils surveillent depuis la reprise du processus de réforme interne.

L'AKP, fort d'une légitimité électorale renouvelée, doit à présent concentrer son action sur la refondation du pacte national et social turc. L'équilibre acquis cet été reste fragile.

Clément Therme commente la crise des relations irano-européennes. Récurrente, cette crise a d'abord été d'origine idéologique avant de se transformer en un conflit politique sur la question nucléaire.

L'Europe reste néanmoins le premier partenaire commercial de l'Iran, même si cette position est fragilisée par la percée chinoise sur le marché iranien et par la perte de confiance des autorités iraniennes vis-à-vis des entreprises européennes qui répondent aux fortes pressions américaines. Enfin, l'arrivée à la présidence française de Nicolas Sarkozy a certes entraîné une évolution de la rhétorique iranienne à l'égard de Paris mais n'a pas conduit à un revirement de la politique européenne. Ce *statu quo* momentané provient des réticences allemandes, italiennes et espagnoles à une politique de sanctions unilatérale sortant du cadre des Nations unies.

Alain Antil, à partir de la situation au Mali et du siège d'une localité à la frontière algéro-malienne par un groupe de Touaregs bien armés illustre la fragilité des équilibres politiques dans les pays ouest-africains, en particulier sahéliens. La minorité touareg – extrêmement fractionnée – vit dans des zones sous-intégrées à l'espace étatique, et parfois dominées par des trafics qui échappent au pouvoir central en raison des faiblesses de son armée. Le gouvernement de Bamako maintient un contrôle par le jeu des rivalités entre l'Algérie et la Libye.

Malgré la proximité du Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC), le danger n'est pas tant le terrorisme que les trafics permettant l'enrichissement de certains clans et individus qui peuvent ensuite rivaliser militairement avec les armées nationales.

Marielle Debos aborde la crise du Darfour dans ses prolongements régionaux. Elle souligne que les crises du Tchad et de la République centrafricaine, présentées comme un simple débordement du conflit du Darfour, ont des ressorts internes.

Le déploiement d'une force hybride Organisation des Nations unies/Union africaine, accepté par le gouvernement de Khartoum, et celui d'une « présence multi-dimensionnelle » dans l'est du Tchad et au nord-est de la République centrafricaine, ne constituent pas une réponse suffisante à des crises éminemment politiques dont le règlement passera par des négociations nationales.